

7ème Edition du Forum pour la Révolution Verte en Afrique

4 - 8 Septembre 2017
Sofitel Hotel Ivoire, Abidjan, Côte d'Ivoire

Décisions et Engagements issus de l'édition 2017 du Forum pour la Révolution verte en Afrique Abidjan, Côte d'Ivoire.

PRÉAMBULE

1. La septième édition du Forum pour la Révolution verte en Afrique (AGRF) a eu lieu à Abidjan, Côte d'Ivoire, du 4 au 8 septembre 2017. Elle a servi de plate-forme de premier plan pour les dirigeants mondiaux et africains qui devraient élaborer des plans d'actions concrets visant à faire avancer l'agriculture en Afrique. Le forum a été accueilli par Son Excellence le Président Alassane Ouattara, champion continental de la transformation agricole inclusive, et son équipe de hauts fonctionnaires dont le Vice-président Daniel Kablan Duncan, le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mamadou Sangafowa Coulibaly et plusieurs autres membres clés du gouvernement de Côte d'Ivoire. Les autres hôtes de la réunion étaient la Banque africaine de développement (BAD), l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA) et les 15 membres du Groupe des Partenaires de l'AGRF. Dix (10) autres partenaires ont assuré un autre partenariat en matière technique et de ressources et ont pris en charge le coût du forum et des sessions.
2. Le Forum a réuni jusqu'à 1300 délégués et dignitaires de haut niveau, y compris Son Excellence la Présidente Ellen Johnson Sirleaf du Libéria ; Son Excellence Komi Sélom Klassou, Premier Ministre du Togo, représentant Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbe, Président du Togo ; Son Excellence John Kufuor, ancien Président du Ghana ; Son Excellence Olusegun Obasanjo, ancien Président du Nigeria ; et son Excellence Jakaya Kikwete, ancien Président de la Tanzanie. D'autres dignitaires étaient le Président de la Commission de la CEDEAO, le Commissaire de l'Union Africaine (UA) en charge de l'Economie rurale et de l'Agriculture, huit (8) Ministres de l'Agriculture et des Finances, des chefs d'entreprise, des institutions financières, des entreprises agroalimentaires privées, des agriculteurs, des ONG, la société civile, les médias, des scientifiques, des partenaires de développement, des partenaires techniques et la prochaine génération d'entrepreneurs agricoles et de dirigeants africains.
3. Le thème du forum de cette année est : Accélérer la marche de l'Afrique vers la Prospérité: Contribuer à la croissance d'économies inclusives et à la création d'emplois à travers l'agriculture. Il a servi de cadre d'orientation pour un total de 52 sessions et plus

4. de 300 intervenants autour de sujets connexes, en particulier l'emploi des jeunes, les femmes du secteur agroalimentaire, le renforcement de l'accès aux intrants, l'accès au marché, l'inclusion financière, la création d'un environnement politique propice ainsi que d'autres importants obstacles au développement de la chaîne de valeur et à la réalisation des investissements du secteur privé. Le forum a été étroitement axé sur les grandes rencontres à l'échelon mondial et continental tenues au début de l'année, y compris l'Assemblée annuelle de la Banque africaine de développement, le Sommet de l'Union Africaine, la Réunion sur la Plate-forme de partenariat du PDDAA ainsi que les Sommets du G20 et du G7 qui ont tous mis résolument l'accent sur la création d'emplois pour les jeunes et la réalisation du développement rural et de la prospérité à travers l'agriculture.
5. Le Rapport de 2017 sur l'Etat de l'agriculture en Afrique (AASR), intitulé Activités de l'agriculture des petits exploitants, a de nouveau servi de base technique et a fourni un ensemble de conclusions et de recommandations clés pour le forum. Le rapport a reconnu l'importance de la collaboration des gouvernements avec le libre marché en vue de stimuler la croissance économique de l'Afrique à partir de la production alimentaire. Il a souligné la nécessité de remplacer les importations par des denrées alimentaires à forte valeur produites en Afrique pour des prévisions du marché valant plus de 1.000 milliards \$EU par an d'ici l'an 2030.

L'AGRF 2017 a examiné la façon dont les gouvernements, les entreprises et les autres partenaires respectent les engagements politiques, stratégiques et financiers à hauteur de plus de 30 milliards \$EU pris à de l'AGRF 2016 tenu à Nairobi (Kenya). Il a également examiné l'impact que cela a sur les vies et les revenus des agriculteurs et des agro-entreprises.

6. L'AGRF 2017 a bénéficié d'une série de six groupes de travail thématiques gérés par les partenaires de l'AGRF tout au long de l'année. Il s'agit des groupes suivants : i) Jeunes, ii) Femmes, iii) Intrants, iv) Marchés, v) Mécanisation, vi) Finances. Les résultats de l'engagement d'une année comprenaient le lancement d'une trousse d'outils sur le financement mixte publiée lors du forum et le renforcement des communautés de parties prenantes pour les groupes de travail des jeunes et des femmes.

EVALUATION DES PROGRES REALISES

7. Le forum a souligné les progrès considérables accomplis au cours des douze (12) derniers mois par rapport aux engagements pluriannuels pris à l'AGRF 2016 et guidés par les neuf (9) points d'action prioritaires contenus dans le Communiqué de Nairobi.
 - L'Union Africaine, le NEPAD et les pays ont noté que sept pays ont lancé le processus de renouvellement de leurs plans d'investissement en vue de débloquer 10% des dépenses publiques en faveur de l'agriculture pour tirer parti d'importantes ressources supplémentaires de la part du secteur privé et des partenaires de développement.
 - Les partenaires du secteur privé ont réalisé des investissements, y compris l'implantation par OCP d'une usine d'engrais en Ethiopie, estimée à 2,4 milliards de dollars, avec d'autres usines prévues au Rwanda, en Côte d'Ivoire, au Kenya, en Tanzanie et au Nigéria. La banque KCB travaille avec la Fondation MasterCard pour lancer un partenariat estimé à 30 millions \$EU et visant à promouvoir l'inclusion financière en faveur d'au moins deux (2) millions de petits agriculteurs au Kenya et au Rwanda.
 - Les partenaires comme la Banque africaine de développement, la Fondation Mastercard et le Fonds international de développement agricole (FIDA) ont encouragé des mécanismes de financement innovants pour développer des petites et moyennes entreprises et accroître les financements pour les petits agriculteurs du continent. Cette démarche a inclut des travaux sur le réseau « Smallholder Agriculture Investment and Finance Network », SAFIN (Réseau pour l'investissement et le financement des petits agriculteurs).

- De nombreux pays réalisent des progrès dans l'élaboration des stratégies agricoles et plans d'investissement agricole nationaux actualisés et axés sur les attentes de la Déclaration de Malabo. L'année dernière, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a apporté son soutien à un certain nombre de pays dont le Kenya, le Ghana et le pays hôte de l'AGRF 2017, la Côte d'Ivoire.
 - Ces pays ci-haut cités et d'autres progressent en matière d'identification et de déblocage des goulets d'étranglement politiques et réglementaires essentiels à la stimulation de la croissance du secteur agricole. En Éthiopie, des progrès ont été réalisés sur les mises à jour réglementaires en vue de permettre l'agriculture contractuelle en révoquant l'interdiction d'exportation de céréales et en réduisant les restrictions sur les intrants agricoles et les machines agricoles. Au Ghana, le gouvernement a décidé de renforcer les systèmes de distribution et de subvention en matière d'importation. Le Malawi a lancé une politique régissant la distribution des engrais. Le Burkina Faso, le Ghana et le Nigéria ont renforcé leurs systèmes juridiques pour permettre l'implication du secteur privé dans les secteurs des semences et des engrais.
 - Des progrès significatifs ont été réalisés dans le cadre de l'achèvement du premier processus d'examen biennal du PDDAA que l'UA et le NEPAD dirigent conjointement avec les pays et les communautés économiques régionales en préparation du Sommet de l'UA qui devra se tenir en janvier 2018. Trente pays ont jusqu'ici soumis leurs rapports d'examen biennal et le processus qui vise à s'acquitter de l'engagement consistant à élaborer une fiche d'évaluation d'une page destinée aux Chefs d'État est en cours.
 - Une première table ronde ministérielle et un dialogue ont eu lieu lors de la réunion de 2017 sur les Données ouvertes au niveau mondial pour l'agriculture et la nutrition (Global Open Data for Agriculture & Nutrition – GODAN), organisée par le Kenya. Les ministres ont examiné les progrès qu'ils réalisent en matière de développement de données. La réunion a décidé de créer un réseau intergouvernemental africain sur les Données ouvertes pour l'agriculture et la nutrition.
8. Les parties prenantes de l'ensemble de la communauté agricole ont donné des exemples de progrès réalisés, y compris le leadership de Son Excellence Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, et celui de Son Excellence Paul Kagame, Président du Rwanda, qui continuent d'être des leaders clés engagés dans la transformation agricole inclusive sur le continent. Ils ont pris des mesures telles que l'allocation de 32 millions \$EU au Fonds Uwezo (Uwezo Fund) et au Fonds de développement des jeunes et femmes entrepreneurs (Youth and Women Enterprise Fund).
9. Dans l'ensemble, les partenaires ont noté que pour réaliser une transformation agricole, de nouveaux modèles et de nouvelles pratiques commerciales sont nécessaires.
- a. L'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA), la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation Rockefeller et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) ont lancé un nouveau partenariat à hauteur de 280 millions \$EU visant à augmenter les revenus et améliorer la sécurité alimentaire pour 30 millions de familles de petits exploitants dans onze (11) pays d'ici l'an 2021.
 - b. L'alliance Farm to Market (Farm to Market Alliance), qui constitue un partenariat entre la Fondation Syngenta, RaboBank, PAM, AGRA, YARA et Bayer, et qui vise à améliorer l'accès des petits agriculteurs, s'est élargie à davantage de partenaires dont Intervalle.

10. Le Groupe des partenaires de l'AGRF a décidé de continuer à suivre les progrès réalisés par rapport à ses points d'action pluriannuels. Cette démarche constitue un instrument clé de mobilisation des partenaires et engagements supplémentaires ainsi que de responsabilisation.

RECHERCHE DE NOUVEAUX ENGAGEMENTS ET RECONNAISSANCE DES SUCCÈS REALISES

11. Le forum de cette année présente de nouveaux types d'accords de partenariat offrant des voies et moyens novateurs de faire des affaires. Un certain nombre de nouveaux partenariats ont été créés en tant que vecteur de mobilisation et de coordination de ressources. Ces partenariats étaient contenus dans un certain nombre de protocoles d'entente couvrant des domaines tels que l'augmentation de la productivité chez les petits producteurs de maïs; le renforcement des capacités d'exportation pour les entreprises agricoles; le renforcement de la gestion post-récolte ; et l'intensification de l'inclusion financière.
12. Plus particulièrement, un nouveau protocole d'entente a été signé entre le pays hôte de l'AGRF, la Côte d'Ivoire, et l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique (AGRA) pour faciliter la mise en place d'un bureau de l'AGRA en Côte d'Ivoire afin d'aider cette dernière et la région de l'Afrique de l'Ouest francophone à atteindre leurs objectifs de transformation agricole.
13. Le forum a initié le débat sur une transformation agricole inclusive qui implique des millions de petits agriculteurs mais qui va au-delà de la ferme pour inclure les petites et moyennes entreprises et les agroentreprises au niveau de l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire.
14. Les Chefs d'État et les autres Chefs de gouvernement ont pris de nouveaux engagements pour renforcer leurs efforts en matière de transformation économique et agricole.
 - Son Excellence Alassane Ouattarra, Président de Côte d'Ivoire, a souligné l'engagement de son gouvernement à accroître une allocation budgétaire de 10% du PIB en faveur de l'agriculture, dont 200 millions \$EU ont déjà été fournis aux producteurs de cacao et de café. Il s'est également engagé à se conformer aux actions déployées par les organisations régionales en faveur du développement agricole dans le but de nourrir les populations de la Côte d'Ivoire et, en fin de compte, de faire de son pays un exportateur net de denrées alimentaires.
 - S.E. Komi Sélom Klassou, Premier Ministre du Togo, a mis l'accent sur la nécessité de collaborer avec d'autres Chefs d'Etat en vue de réaliser des politiques cohérentes qui aident les petits exploitants agricoles à s'organiser en coopératives à des fins d'accès facile au financement. Il a appelé à la mise en place de partenariats plus solides entre le secteur public et le secteur privé qui devront jouer un rôle clé dans le développement de l'agroentreprise en Afrique.
 - S.E Ellen Johnson Sirleaf, Présidente du Libéria, a mis l'accent sur l'importance de la collaboration avec le secteur privé qui permettra aux producteurs de riz de doubler leurs rendements à travers l'amélioration de leur accès aux intrants. Cette approche leur permettra de passer à la production de riz irrigué dans les basses terres.
 - Hon. Dr Owusu Afriyie Akoto, Ministre de l'Agriculture du Ghana, représentant S.E Nana Akufo-Addo, Président du Ghana, a renouvelé l'appui de son pays au Programme «Planting for food and jobs» (« Planter pour avoir de la nourriture

et pour créer des emplois ») doté d'un projet pilote qui cible au cours de la première année 200 000 agriculteurs et pêcheurs parmi les 5 millions que compte le pays. Ce projet quinquennal contribuera à renforcer la productivité à travers l'amélioration des semences, des engrais, de l'appui au marché et de l'agriculture en ligne.

15. D'autres engagements ont été pris par les institutions ci-après qui représentent le secteur privé et les partenaires de développement:
- L'Union européenne a signé une nouvelle initiative dénommée « Consensus européen pour le développement » d'une valeur de près de 1,5 milliard \$EU. Ce montant vient s'ajouter aux mécanismes de financement mixte pour l'Afrique et les régions avoisinantes d'un budget estimé à 2,6 milliards \$EU et visant à mobiliser plus de 44 milliards \$EU d'investissements en faveur de l'Afrique jusqu'en 2020.
 - Le Ministère fédéral allemand de la Coopération et du Développement économique (BMZ) a exprimé son engagement envers le développement de l'Afrique axé sur l'agriculture en tant que principal moteur. Sous la présidence de l'Allemagne, le groupe G20 a lancé cette année une initiative sur l'emploi des jeunes des milieux ruraux avec un accent mis sur la création d'emploi pour les jeunes. Cette initiative est contenue dans la Charte de Berlin qui a été adoptée par la société civile, le secteur privé et le monde scientifique. Il a également réaffirmé son engagement envers l'initiative « One World No Hunger » (« Un Monde sans faim ») à travers l'investissement d'un montant de 1,5 milliard \$EU par an en faveur de l'agriculture. Son Plan Marshall pour l'Afrique orientera la coopération et le développement d'initiatives entre l'Afrique et l'Allemagne.
 - Yara, l'entreprise de production d'engrais au niveau mondial, a pris un engagement à hauteur de plus de 100 millions \$EU pour des opérations en aval ainsi que 130 millions \$EU pour l'exploitation d'une mine en Ethiopie. Yara fait également partie de « Farm to Market Alliance » mais a noté que les investissements pourraient toujours augmenter grâce à des améliorations continues d'un environnement favorable.
 - La Fondation Rockefeller s'est engagée à verser un montant de 130 millions \$EU sur une période de 7 ans afin d'améliorer les pratiques professionnelles, de concert avec les partenaires du secteur public et du secteur privé, les fabricants de produits technologiques et les financiers.
 - La Fondation Bill et Melinda Gates, en plus de son engagement à hauteur de 350 millions \$EU d'investissement en Afrique, s'est engagé à verser 250 millions \$EU en faveur de l'agriculture, à travers un partenariat avec la Fondation Rockefeller et l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) qui vise un nouvel engagement de 250 millions \$EU en faveur de l'AGRA, institution panafricaine de premier plan qui collabore avec de nombreux acteurs et gouvernements dans le but d'accroître les revenus et améliorer la sécurité alimentaire pour des millions de familles de petits exploitants agricoles.
 - L'Union africaine (UA) s'est engagée à élaborer un Plan d'affaires PDDAA-Malabo afin de créer un outil de mise en œuvre des 7 objectifs.
16. Des engagements à hauteur de près de 6,5 milliards \$EU d'investissements ont été pris en faveur de la culture de l'huile de palme, des légumineuses, de la pomme de terre et du riz –principalement en Afrique de l'Ouest – pour les huit (8) prochaines années.
- La chaîne de valorisation du riz a reçu un important coup de pouce en matière

d'investissements, y compris une facilité de financement participatif visant à soutenir 10 000 agriculteurs et petites et moyennes entreprises grâce à l'allocation de crédits d'un montant allant de 100 à 10.000 \$EU au cours des dix-huit (18) prochains mois, des programmes visant à mettre en place un Groupe de travail régional pour le développement de la culture du riz en Afrique de l'Ouest (West African Regional Rice Task Force) chargé de débloquer un montant de 470 millions \$EU en vue de réaliser l'autosuffisance en riz. Un accord d'investissement d'un montant de 500 millions \$EU en faveur d'infrastructures est également en cours d'élaboration afin d'améliorer l'accès aux fermes et aux marchés.

- Maslaha Seed Limited et Sygenta ont promis d'investir 1 million \$EU pour l'amélioration de la production des semences de riz tandis que l'intégration d'Intervalle à Farm to Market Alliance permettra de renforcer la commercialisation du riz en Afrique de l'Ouest.
- Quant à Black Pace Nigeria, il s'est engagé à investir 1,03 million \$EU au Nigéria et 120 millions \$EU en faveur de la transformation de la pomme de terre au Rwanda. Kenya Agricultural Finance Corporation a promis d'investir 2 millions \$EU en faveur des producteurs de pommes de terre.
- ITC a promis de mettre au point et lancer une application gratuite de renseignements sur le marché de l'huile de palme.
- 4 milliards \$EU seront investis dans le secteur de l'huile de palme d'ici 2025.
- Mahindra Agribusiness s'est engagé à acheter tous les pois velus produits en Afrique et à mettre en place en Ethiopie une usine de transformation dotée d'une capacité de trituration de 40 000 tonnes métriques.

17. Lors d'une table ronde ministérielle de haut niveau, il a été décidé de signer un accord de collaboration visant à accélérer la croissance agricole sur le continent. Il a été adopté un cadre qui devrait permettre à tous les pays du continent de se développer en unisson ainsi qu'un outil de reddition de comptes qui permettra de faire le suivi des engagements pris par les pays ayant participé au Forum de 2017 et des années précédentes. Les Ministres se sont engagés à :

- a. Renforcer leur coordination pour garantir la reddition de comptes par rapport aux promesses et engagements pris ainsi qu'aux programmes élaborés, particulièrement dans le cadre de la fiche d'évaluation continentale.
- b. Réorienter leurs relations avec les bailleurs de fonds, qui constituent actuellement des relations bailleurs de fonds-bénéficiaires, au profit de relations entre partenaires d'investissements qui produisent des valeurs et avantages réciproques, particulièrement pour les petits exploitants agricoles d'Afrique.
- c. Renforcer leur leadership et continuer à mettre en place un environnement favorable aux investissements du secteur privé.

18. D'autres contributions ont émané d'une diversité de parties prenantes. Toutes ces contributions sont axées sur les voies et moyens d'améliorer les activités des petits exploitants agricoles et de parvenir à l'accroissement des revenus, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la création d'emplois décents. Les jeunes présents au Forum ont mis en exergue leurs engagements à saisir les opportunités qu'offre l'agroentreprise.

19. La participation des femmes du secteur agricole au Forum a été remarquable, y compris lors d'un dîner présidé par S.E. Daniel Kablan Duncan, Vice-président de Côte d'Ivoire, et au cours duquel des engagements ont été pris en vue de mettre fin à la malnutrition et la famine ainsi que de créer des opportunités pour les femmes. Il a été convenu à l'unanimité que les investissements réalisés en faveur de projets dirigés par les femmes et les jeunes sont cruciaux à la réalisation globale des objectifs de développement agricole.
20. Le forum a également servi de plateforme pour mettre en exergue les réussites d'individus et institutions qui réalisent d'importants progrès en matière de transformation agricole et de sécurité alimentaire sur le continent. Sous la direction de S.E. Olusegun Obasanjo et du Comité du Prix africain de l'alimentation – et qui a connu la présence de Chefs d'Etat et de gouvernement-, le Prix 2017 a été décerné à deux individus qui ont apporté d'excellentes contributions à l'agriculture africaine et qui ouvrent ainsi la porte à une nouvelle ère de sécurité alimentaire durable et de possibilités économiques qui rehaussent l'image de tous les Africains :
- a. Hon. Professeur Ruth Khasaya Oniang'o, pour son leadership révolutionnaire en matière de travail universitaire, recherche et stratégie, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition pour des millions de personnes en Afrique ; et pour son travail innovant avec des groupes d'agriculteurs et des communautés rurales, qui relie l'agriculture et la nutrition au niveau de la recherche et de la pratique.
 - b. Mme Coulibaly Maïmouna Sidibé, pour sa réussite commerciale exemplaire en matière de production, d'emballage et de distribution de semences améliorées et à haut rendement qui ont beaucoup contribué à améliorer la sécurité alimentaire et à accroître les revenus des petits exploitants agricoles au Mali et en Afrique de l'Ouest ; et pour sa combinaison inspiratrice de pratiques commerciales internationales et de solides compétences techniques qui dénotent le meilleur du secteur de l'agroentreprise en Afrique.
21. Reconnaissant l'importance des jeunes en tant que forces motrices de l'avenir de l'agriculture sur le continent, le Forum a également décerné des prix aux vainqueurs du concours Pitch AgriHack qui honore les nouvelles entreprises agricoles en ligne à l'avenir prometteur. Ainsi, dans la catégorie des entreprises en phase de lancement, des jeunes du Nigéria et du Ghana ont été annoncés vainqueurs tandis que dans la catégorie des entreprises à stade avancé, des jeunes du Sénégal et du Ghana ont été désignés gagnants.

VOIE A SUIVRE

22. Suite aux présentations et discussions à l'AGRF 2017, des actions clés ont été identifiées à des fins de mise en œuvre immédiate en vue de tracer la voie vers la prospérité de l'Afrique à travers l'agriculture. Les Chefs d'Etat et les institutions régionales dirigées par la Commission de l'Union africaine (CUA) et le NEPAD ont réaffirmé leur engagement à orienter le processus d'examen biennal du PDDAA et à appliquer le contenu de la fiche d'évaluation sur la transformation agricole qui permet de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de la Déclaration de Malabo.

23. Les Chefs d'Etat et de gouvernement se sont en outre engagés à honorer tous les engagements financiers, stratégiques et politiques pris lors du Forum et lors d'autres réunions précédentes.
24. Les mesures devant être prises au cours des quatre prochains mois – jusqu'au Sommet de l'UA en janvier 2018 – seront cruciales à la réalisation de cet agenda et contribueront à réaliser les objectifs de la Déclaration de Malabo. Les partenaires de l'AGRF ont l'intention de tirer parti de la dynamique créée à l'AGRF 2017 en élaborant un plan de travail qui obligera les plus importants événements de l'agriculture africaine à obtenir davantage de soutien en faveur du processus d'examen biennal.
25. L'AGRF 2017 a pris fin sous le patronage de S.E. Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre de Côte d'Ivoire, et en présence du Groupe des Partenaires de l'AGRF. Tous les partenaires ont remercié le Gouvernement de Côte d'Ivoire pour le leadership démontré au cours du Forum. Les partenaires ont indiqué que le pays devant accueillir la prochaine édition de l'AGRF sera choisi avant la fin de l'année à travers des discussions avec des gouvernements qui démontreront leur leadership en matière de transformation agricole.